

## Génocide Au Nord-Kivu, on tue pour cause de nationalité

Les zones de Masisi et de Walikale à feu et à sang ! Suite aux massacres des Hutu et Tusti qui se sont prolongés en zone de Rutshuru. Nos reporters, qui ont séjourné sur ces lieux transformés en champs de bataille, rapportent des faits et font des analyses susceptibles de cerner le fond du problème né à partir de la CNS. Mais le coup d'envoi des massacres est donné au marché de Ntoto en zone de Walikale un certain 20 mars 1993, deux jours après le passage du vice-gouverneur du Nord-Kivu et deux heures après la visite du commissaire de zone assistant.

Combien y a-t-il eu de morts ? Difficile à évaluer. Le vice-ministre du gouvernement Birindwa, M. Eboma fait des estimations entre 500 et 1.000 personnes tuées. Pour l'autorité régionale, tout comme avec le contrôle de routine de l'Etat

civil auprès de la population, des personnes bien connues comme étant d'expression rwandaise immigrées et installées dans les villages de façon irrégulière ou tout simplement infiltrées clandestinement brandissaient sans gêne des cartes d'identité, des attestations de perte de pièce et donc, conclut le Gouverneur Kalumbo dans un rapport, elles clament tout haut détenir la nationalité zaïroise.

Outre cette cause fondamentale des affrontements ethniques, il y a l'acquisition des terres au mépris de toute procédure légale et coutumière et au détriment des originaires des localités. La nationalité étant l'objectif principal, les enjeux politiques se précisaient devant les échéances électorales qui mobilisent tous les esprits pour conquérir le pouvoir. Tous les détails dans notre prochaine édition.

## Etranger : Bérégozov : un suicide porteur de leçon

La mort de M. Pierre Bérégozov, le dernier Premier ministre socialiste, tué d'une balle qu'il s'est tiré lui-même, suscite un débat dans la classe politique française. Homme d'honneur qui avait une certaine idée d'intégrité, il avait voulu redresser une situation socio-politique à la dérive. Hélas, sa volonté n'était pas à la hauteur de ses ambitions politiques.

Après la défaite fracassante des socialistes aux législatives précédées, on le sait, du fameux dossier de "sang contaminé" qui a éclaboussé les leaders de la gauche tels que Laurent Fabius, M. Pierre Bérégozov ne pouvait que se

décourager dans la dignité. Pour ne pas vivre l'opprobre de l'humiliation, il s'est alors tiré une balle dans la tête.

Ce suicide politique doit interpellé les politiciens zaïrois qui ont fait de l'honneur et de la dignité le cadet de leurs soucis. Eux qui peuvent se vendre pour un grain de sel ou changer de camp pour une poignée de main bourrée des espèces sonnantes et trébuchantes.

La mort de M. Bérégozov a également interpellé la presse française qui avait acculé l'ancien Premier ministre au point de le culpabiliser. Que son âme repose en paix !

## Suite aux relations dangereuses de son leader La base de Birindwa piégée L'UDPS/Sud-Kivu en pleine confusion

Dans un Zaïre politiquement coupé en deux, entre radicaux et "mouvanciers", le Sud-Kivu, en quête de pouvoir voilà 30 ans, est largement servi ! Mais comment ? Un de ses leaders, opposant de première heure, quitte le sérail de l'UDPS pour des liaisons dangereuses avec Mobutu ! Que pense le Sud-Kivu ? Que veulent ses habitants ? Difficile de répondre surtout que les sages lega et shi veulent afficher un attentisme qui veut dire qu'ils ne sont ni chauds ni froids de l'ascension de Birindwa ! Comme hier avec le gouverneur Kyembwa, opposant du PDSC qui fut accepté malgré lui, le Premier ministre du conclave joue sa carte à Kinshasa mais surtout à Bukavu !

### Le poste n'était pas vacant

Autant l'opération Birindwa a rouvert les vieilles blessures, autant sa famille politique a mal pris les choses. Lors de sa conférence de presse il avait promis de ne se porter candidat Premier ministre que lorsque le poste est déclaré vacant par le HCR ! Le voilà en train de ramer à contre-courant.

Il s'est éloigné des principes de son UDPS, de l'Union sacrée et de la logique du HCR pour souscrire à celle du conclave mobutiste. Trahison ou calcul politique, Birindwa n'est pas le premier à faire défection au sein de l'UDPS ni de l'Union sacrée. Avant lui, il y avait les Ngalula, Kyungu, Dikonda, Nguz, Kamitatu...

### Querelle d'investiture

Dans ce virage inattendu, Birindwa doit désormais gérer la "guerre des chefs" après une fastidieuse querelle d'investiture provoquée par le décret de Tshisekedi qui a investi son propre gouvernement sans prendre en compte les observations du HCR. Dans ce bateau ivre, le Premier ministre-bis-entendez Birindwa-s'est assuré des services des poids lourds de l'Opposition (Lumbu Maloba-UDPS, Mulumba-UDPS, DRP, Bidi-Bidi-PDSC, Kiro Kimate-DCF) et de la Mouance présidentielle (Mpinga Kasenda, Nguz, Kamitatu, Me Mutombo, Ngongo Luwowa...).

Avouons-le, le Zaïre ne fait pas sérieux avec cette crise de légitimité. Deux Premiers ministres, deux parlements, deux textes fondamentaux. L'Occident a pris le parti du gouvernement issu de la CNS et accredité par le HCR, celui de Tshisekedi. Dans les faits, c'est le gouvernement Birindwa qui gère effectivement ! Mobutu ne pouvait que dénoncer les manœuvres occidentales d'ingérence !

### La base attend

Birindwa, qui ne s'avoue pas défait, a vu tout de même son étoile pâlir. Il prend en charge les dossiers chauds de sécurité, des refoulés kasatens du

Shaba, la lutte fratricide à Walikale et Masisi, des arriérés des fonctionnaires et de transport en commun avec son corollaire, le carburant. Et il n'est pas en panne sèche. Car Mobutu lui a promis de lui laisser les mains libres. La nomination de Buhendwa, son "frère du terroir" et excellent cadre à la Banque du Zaïre est un indicent encourageant. Même si les USA lui ont refusé d'aller à l'assemblée du FMI.

Economiste de formation, Birindwa ne pouvait faire qu'un bon choix sur la personne de Buhendwa. Qui traîne derrière lui 23 ans de carrière à la Banque du Zaïre. Un parcours sans faute. Puisque Buhendwa, ancien vice-ministre des Finances, a dirigé, à la satisfaction de ses supérieurs, la Direction des matières précieuses à l'institution d'émission monétaire. Le succès de sa mission à cette direction lui a valu une promotion en qualité de vice-gouverneur de la banque nationale. Ainsi le choix de Buhendwa n'est pas le fait du hasard ni d'un vil sentiment tribal. C'est une autorité monétaire capable de mériter la confiance du Premier ministre Birindwa et pourquoi pas de toute la nation. Demain, le train des mesures économiques envisagées pour déterminer si oui ou non Birindwa aura passé avec succès son premier test. Un examen de passage que tout le monde attend, principalement les filles et fils du Sud-Kivu.

La rencontre avec les PDG et mandataires de l'Etat, l'exploitation du rapport de la commission Bahati du HCR sur la paie des militaires et des fonctionnaires de l'Etat et le rapport sur les encaisses de la Banque du Zaïre constituent des éléments susceptibles de rassurer ou de décourager les Zaïrois. En effet, au 10 mars dernier, l'encaisse de la banque centrale était de 4.792 milliards de zaïres (y compris les versements de l'Aneza et des banques agréées, en coupures autres que celles de 5 millions. La banque attend de la firme munichoise Giesecke et Devrient en RFA 147.000 milliards de zaïres (en coupures de 500.000 et 1.000.000)

livrables entre mi-mars et mai 1993. Mais cette injection est "désiroire" face aux besoins mensuels de l'économie estimés à 436.328 milliards de zaïres répartis comme suit : institutions publiques (32.600 milliards), armée (36.004 milliards), arriérés de l'administration (42.524 milliards), système bancaire (142.000 milliards), autres sociétés publiques (14.600 milliards), stock de soudure de la banque (80.800 milliards).

Pour le Sud-Kivu, le choix de Birindwa va-t-il installer la division dans la région et la faire basculer dans le camp de la Mouance présidentielle ? Dans ce jeu à haut risque, Birindwa, comme hier le gouverneur Kyembwa, pourra jouer sa carte... Sa base attend pour le juger à l'oeuvre ! Mais, faut-il être le premier à lui jeter la pierre au Sud-Kivu, s'était demandé M. Hamuli Kabarhuzza, secrétaire exécutif du CNONG et vice-ministre de l'Agriculture dans le cabinet Tshisekedi, lors d'un débat organisé par le PDSC en la salle de la CEPGL ! En tout cas le Sud-Kivu, et principalement les sages de toutes les tendances, souhaitent qu'il n'en soit pas ainsi ! Contrairement à l'avis de la jeunesse qui crie à la trahison du leader.

Entraîné dans l'engrenage de la Mouance présidentielle, Birindwa a encore des atouts. Tout dépend de sa capacité de ramener la sécurité, de résoudre les problèmes socio-économiques dont l'inflation, le paiement de salaires des agents de l'Etat, l'approvisionnement en denrées de la population avant de corriger les "erreurs politiques" du Conclave !

### Que penser de Birindwa

Le moins que l'on puisse dire est qu'en privé, radical et modéré du Sud-Kivu avouent que Birindwa mériterait leur soutien s'il parvenait à modifier le paysage du Sud-Kivu. Par exemple l'allongement de la piste de l'aéroport de Kavumu, une promesse et un défi à relever... en octroyant des facilités dans le secteur import-export pour la région enclavée. Toutefois, les "ultra" de la Société civile, du PDSC et une frange du "noyau dur" de l'UDPS s'interrogent sur l'efficacité du cabinet Birindwa où l'on retrouve trop de "mouvanciers" et qui s'est départi de la logique du HCR ! La nomination comme Premier ministre de M. Birindwa n'a donc pas vidé de sa substance le débat politique au Zaïre et principalement au Sud-Kivu.

Eyenga Sam

## Les hommes de Mobutu, Tshisekedi et Birindwa

Tshisekedi n'a sans doute jamais eu véritablement envie de gouverner mais il cherche à créer une crise de légitimité et à cultiver son image de contestataire permanent, ce qui lui permettrait de neutraliser Mobutu et de se présenter aux prochaines élections présidentielles comme la seule alternative valable. Ceux qui conseillent le Président Mobutu oublient que leur adversaire a fait de l'Union sacrée un mythe et qu'il apparaît comme ce serpent de légende qui fait pousser plusieurs têtes dès qu'on lui en coupe.

On s'imagine que le Conclave serait la solution pour sortir de la crise généralisée qui frappe le pays. A gauche comme à droite, on avait beaucoup investi dans cette mini-Conférence nationale souveraine. On s'est peut-être trompé. Après le Conclave, le Zaïre est comme avant le Conclave.

En début de semaine, la situation paraissait même s'être compliquée avec la décision de Tshisekedi de mettre fin à son devoir de réserve. Désormais, Tshisekedi rebouche la trompette antimobutiste à tous crins donnant une nouvelle preuve qu'il y a, effectivement, problème de convivialité entre les deux hommes. Il y a aussi la perspective ubuesque pour le pays de disposer de deux gouvernements, ce qui nous remet trente ans en arrière au lendemain de l'assassinat de Patrice Lumumba avec deux gouvernements : l'un à Stanleyville et l'autre à Léopoldville. Trente années durant, notre pays n'a donc pas avancé.

### Au contraire, il a reculé

Le nouvel épisode de la crise zaïroise est, comme les précédents, attribué à l'entourage du Président

de la République. On tire à vue sur tout ce qui bouge et qui s'appelle collaborateur du Chef de l'Etat. Depuis le lancement de la démocratisation, les conseillers ont en effet la vie dure. Nkema Lilo a été le premier : mi-mai 1990, il paie le prix de son "initiative démocratique". Il sera envoyé en Angleterre - au moment où sans doute Mobutu a besoin de lui pour appliquer son plan - et le froid et le dénuement finiront par avoir raison de lui. Nkema avait l'avantage d'être un analyste avant d'être un agent secret. L'homme qui le remplace est un brillant avocat au barreau de Kinshasa.

Nimy Mayidika Ngimbi parle comme un marteau résonne sur un clou. Mais à part sa brillante, ses détracteurs ne lui reconnaissent pas d'autres atouts. Au contraire, on l'accuse de passer le plus clair de son temps hors de son bureau. Nimy, assure-t-on, n'a aucun réseau, assume

maladroïtement les analyses de ses collaborateurs et quand celles-ci se révèlent inopérantes, Nimy ne peut, hélas, éviter le pire. Un jour, il décide, "pour faire le point" sur sa vie, de passer six mois de vacances à l'étranger mais cela arrive au moment où à Kinshasa, la rue décide d'assommer Mobutu.

Il se trouve que tout cela se passe à l'époque où le directeur de cabinet du Chef de l'Etat, Mokonda Bonza, abandonne lui aussi son poste et va chercher ailleurs, pour des raisons qui ne sont pas des raisons d'Etat, fait frais qui lui fait désespérément défaut. Mobutu doit se contenter des hommes qui se rendent disponibles : Tshimbombo Mukuna régnait alors en maître absolu avec Lomata Ettingi qui anime le sérail. Or, ni l'un ni l'autre ne sont ni techniciens ni policiers. Quand Nimy regagne son poste, sa cause est entendue. Il doit prendre l'avion pour la Suisse. Comme Nkema vingt-quatre mois auparavant, Nimy a été nommé

ambassadeur auprès des Nations Unies. Comme Nkema, il ne prendra pas son poste.

L'alter ego de Nimy, le général d'armée Likulia Bolongo, brillant professeur de droit pénal, patron des services opérationnels, autre homme qui fait et défait les premiers ministres dont le premier de la transition, Lunda Bululu mais aussi Mulumba Lukoji, Mungul Diaka et même Nguz a Karl-i-Bond, a aussi été remercié. Nommé à New York, il ne prendra non plus son poste malgré sa bonne volonté.

C'est Vunduawe Te Pemako qui succède début-février 1993 à Mokonda Bonza tandis que Nbanda Nzambo-ko-Atumba a été rappelé dans les services et prend la place de Nimy. Un professionnel ce Nbanda. En dépit de la mauvaise image que la presse distille sur lui, un de ses proches affirme, la main sur le coeur, que Nbanda est tout sauf ce

(suite en page 13)